

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

Fondation d'entreprise régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

45 rue de Paris

95747 Roissy Charles de Gaulle Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



Constantin Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

Fondation d'entreprise régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

45 rue de Paris

95747 Roissy Charles de Gaulle Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Société anonyme au capital de 831 000 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
642 010 045 RCS Nanterre
TVA : FR 87 642 010 045

Une entité du réseau Deloitte



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie

significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 03 juillet 2025

Le commissaire aux comptes

Constantin Associés



Guillaume TROUSSICOT

FONDATION AIR France

Alien au 31/12/2014

ACTIF	2024		2023	
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en reues				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en reues				
Avances et acomptes				
Eléments reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	15 323	-15 323	0	0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 460		2 460	310
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	13 643		13 643	15 388
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	708 253		708 253	898 653
Charges constatées d'avance	2 978		2 978	3 030
Total II	729 339	0	729 339	917 580
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	744 662	-15 323	729 339	917 580

PASSIF	2024		2023	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires	12 807		12 807	
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Autres	29 265		8 981	
Report à nouveau	55 275		20 278	
Excédent ou déficit de l'exercice				
Situation nette (sous total)				
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Total I	97 347		42 062	
FONDS REPORTES ET DETTES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	49 157		40 900	
Total II	49 157		40 900	
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
Total III	0		0	
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés				
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations en comptes rattachés				
Autres dettes	582 835		834 607	
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
Total IV	582 835		834 607	
Ecart de conversion Passif(V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	729 339		917 580	

Compte de Résultat au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens, dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service, dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	1 515 000	1 515 000
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	8 725	26 179
Méécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total I	1 523 725	1 541 179
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	138 135	71 617
Aides financières	835 000	855 000
Aides financières (ex extérieurs)	0	1 898
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	713 042	607 974
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Report en fonds dédiés		
Autres charges		
Total II	1 686 177	1 536 489
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-162 453	4 691
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	15 647	15 588
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	15 647	15 588
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	15 647	15 588
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	202 080	0
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	202 080	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	202 080	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 741 452	1 556 767
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 686 177	1 536 489
EXCEDENT OU DEFICIT	55 275	20 278

VARIATIONS DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATIO N	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	12 807				12 807
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau	8 987	20 278			29 265
Excédent ou déficit de l'exercice	20 278	-20 278	55 275		55 275
Situation nette					0
Fonds propres consomptibles					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	42 072	0	55 275	0	97 347

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Action ST MARTIN	40 900,00		20 450,00			20 450,00	
Action MAYOTTE		28 707,00				28 707,00	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	40 900,00	28 707,00	20 450,00	0,00	0,00	49 157,00	0,00

2025	1 500 000 €	15 000 €	1 515 000 €
2026	1 500 000 €	15 000 €	1 515 000 €
TOTAL	3 000 000 €	30 000 €	3 030 000 €

Les versements des fondateurs sont garantis par une caution bancaire solidaire consentie par la banque Société Générale concernant Air France et la banque BNP Paribas concernant SERV AIR.

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 3 juillet 2025
Procès-verbal

Le Conseil d'administration de la Fondation s'est réuni le 3 juillet 2025 à 10 h, sur convocation individuelle adressée par la Déléguée générale.

PRÉSENTS

Les administrateurs

Gaël Amaudry
François-Xavier Ameye
Valérie Breton
Éric Caron
Henri Hourcade
Olivier Janicaud
Julien Malland (dit Seth)
Sandra Moore-Rieutord
Sarah Poniowski
Anne Rigail
Guy Zacklad

L'équipe de la Fondation

Estelle Brice
Hubert de Dampierre
Caroline Dion
Delphine Passet
Nathalie Philavong
Chloé Rainglas
Véronique Taveau

Invités

Guillaume Troussicot, Deloitte, Commissaire aux comptes

ORDRE DU JOUR

1. PROGRAMME 2024-2025	4
a. Approbation des PV- Nomination d'un membre du Conseil	4
b. Programme réalisé	4
c. Bilan financier	5
2. PROGRAMME 2025-2026	6
a. Perspectives	6
b. Programme et budget 2025	6
c. Résultats collecte de fonds et 2 ^{nde} phase	8
d. Jalons	9

La séance du Conseil d'administration est ouverte à 10 h 07.

En ouverture de la séance, la Fondation adresse la bienvenue à Gaël Amaudry, nouvel administrateur interne, qui succède à François Cabrera.

Gaël Amaudry fait part de sa joie et de sa fierté de rejoindre le Conseil d'administration. Il est en effet de longue date un parrain et un ami de la Fondation.

1. PROGRAMME 2024-2025

a. Approbation des PV

Les procès-verbaux des séances du Conseil d'administration du 19 juin 2024 et du 29 janvier 2025 sont approuvés.

1a. Nomination d'un membre du Conseil

Le Conseil d'administration prend acte de la désignation de Monsieur Gaël Amaudry en qualité de Membre du Conseil d'administration en remplacement de Mr François Cabrera.

b. Programme réalisé

Au niveau des faits marquants des derniers mois, si l'année 2024 a été une nouvelle fois riche et bien remplie, elle s'est terminée par une crise sanitaire et humanitaire conséquente à Mayotte. Il y a eu à cette occasion en interne un appel aux dons des salariés et des retraités, ce qui a donné lieu à une mobilisation massive, avec plus de 50 000 € collectés. Air France a ensuite abondé d'autant. Cela a permis de subventionner deux associations partenaires, dans le cadre humanitaire de la Fondation :

- Les Apprentis d'Auteuil, qui disposent d'une quinzaine de centres à Mayotte, dont une majorité qui avait été très touchée par le passage de l'ouragan. L'aide de la Fondation a pris la forme d'une distribution de bons d'achat pour des kits d'hygiène ou de kits scolaires, d'un accompagnement apporté à 8 000 personnes au travers d'un « hub mobile ». 1 600 jeunes ont pu être aidés dans les centres.
- Care France, association humanitaire partenaire de la Fondation depuis trois ans. Les dons ont permis d'installer des points d'eau et de distribuer à plus de 5 000 personnes des kits d'urgence.

Estelle Brice salue chacun des donateurs et Air France, pour avoir contribué, en réponse à cette crise sans précédent sur la zone.

Le programme 2024-2025 adopté par le Conseil était constitué de 36 projets. Il a été très bien exécuté, puisqu'un seul d'entre eux, situé au Cameroun, a été reporté. Le contexte dans le pays s'avère compliqué, mais ce projet, la création d'un centre scolaire à Yaoundé, devrait être réalisé d'ici la fin 2025. Les 35 autres projets ont pu être déployés, malgré les éventuelles difficultés locales, et ont permis de soutenir plus de 47 000 enfants et jeunes. Quant aux 17 objectifs de développement durable (ODD) établis par le programme, 16 ODD ont pu être réalisés, ce qui était aussi un objectif important pour la Fondation.

Concernant certains projets emblématiques, reflétant les piliers de la Fondation :

- Le projet à Mayotte, avec les Apprentis d'Auteuil a été perturbé par l'ouragan, mais il y a eu aussitôt des actions d'urgence auprès des jeunes bénéficiaires. Après un léger retard, le projet d'accompagnement scolaire a pu reprendre, et a aidé la population à reprendre une vie normale après l'ouragan.
- La réhabilitation d'un centre d'accueil pour les enfants en situation de handicap à Budapest, est dans sa première année. Les employés d'Air France-KLM se sont mobilisés à l'occasion d'une Journée citoyenne, et le projet est soutenu par Wings of Support (association des salariés bénévoles KLM).

- Reconstruction d'un internat au Maroc : le projet est achevé et les jeunes filles ont pu réintégrer l'internat, détruit par le tremblement de terre.
- Le centre Damien de Molokaï, à Cotonou (Bénin), soutenu par la délégation Air France locale, a désormais une plus importante capacité d'accueil en maternelle. Le programme 2025-2026 comporte un projet : la construction d'un étage qui servira d'école primaire.
- CAMI Sport & Cancer a reçu des témoignages élogieux des bénéficiaires.
- L'Espace Épanouï, de Saint-Maur, pour l'accueil des enfants en situation de grave autisme, parrainé par Églantine Éméyé, a été inauguré.
- Le projet en milieu scolaire L'École des jeunes pousses (éducation à l'éco-agro-citoyenneté pour les jeunes ruraux) a été déployé en Colombie.

En parallèle au programme, il y a eu des événements tout au long de 2024 :

- Mission à Marseille (journée de sensibilisation à l'écologie des classes de 6^{ème} avec Graine de joie).
- Mission au Togo (inauguration d'un centre d'accueil pour enfants en situation de rue).
- Mission à Budapest (rénovation du centre d'accueil pour enfants en situation de handicap).
- Le Grand Prix de retour pour une 8^{ème} édition après plusieurs années d'interruption. Il a réuni 400 participants. Il y a eu des nouveautés à cette occasion : un Prix Client qui a récompensé un grand donateur de Miles Flying Blue et un Prix Coup de cœur (décerné par les salariés à une association pour laquelle ils ont voté).
- La grande collecte 2024, en faveur de Madagascar (novembre), avec Air France Cargo et, pour la première fois, la Fondation Aéroports de Paris, dont l'appui logistique a permis à la collecte d'atteindre une autre échelle. La collecte a été suivie d'une mission de terrain au cours de laquelle Julien Malland a travaillé à une fresque avec un jeune Malgache et a participé à des ateliers de dessin. La mission a été très bien accueillie par la population locale et l'équipe d'Air France

c. Bilan financier

L'exercice 2024 s'est clos par un résultat positif de 55 275 €, avec une gestion extrêmement rigoureuse de la Fondation, l'effort portant notamment sur les frais fixes. Le solde créditeur est désormais de 84 540 €, constituant donc une réserve pour les années à venir. Les produits d'exploitation ont été les dotations d'Air France (1,5 M€) et de Servair (15 000 €) et les dons du personnel Air France (8 725 €). Les frais imputables au programme sont de 835 000 €, ceux de fonctionnement de 851 000 €. Il y a eu comme produit exceptionnel une reprise partielle à hauteur de 200 000 € du projet La Boudeuse. La Fondation a fait preuve de prudence sur ses produits financiers (placement sur livret), et a reçu 15 000 € d'intérêts.

Guillaume Troussicot fait état d'un audit satisfaisant, et Deloitte va émettre en conséquence deux rapports, l'un pour la Fondation, l'autre pour le fonds de dotation Air France. Le résultat net positif provient de l'abandon partiel du projet La Boudeuse et de sa reprise comme résultat exceptionnel. Mais les comptes de la Fondation sont sains. Elle avait au 31 décembre environ 700 000 € de disponibilités, les capitaux propres sont positifs. Il est donc possible d'arrêter les comptes. Les deux rapports seront sans réserve ni observation.

Estelle Brice relève qu'entre l'allocation annuelle de 1,515 M€, le reliquat de La Boudeuse, les dons, les billets et excédents bagages et les dons de Miles vers les partenaires, le budget de la Fondation dépasse 4,7 M€. Elle en a redistribué 3,9 M€, avec le financement de projets, les Miles donnés aux ONG, les billets et excédents bagages ou les actions dans le cadre des urgences humanitaires. L'impact total de la Fondation dépasse les dotations et les comptes formels, les Miles passant directement par la comptabilité d'Air France.

Les comptes 2024 de la Fondation sont approuvés à l'unanimité.

2. PROGRAMME 2025-2026

a. Perspectives

La Fondation, consciente que l'élément-clé dans la philanthropie, ce sont les fonds que l'on peut distribuer, va consacrer un axe de travail sur l'accroissement de ses financements provenant des dons des clients Air France, ouvrant aussi éventuellement aux salariés la possibilité de donner des jours de congés, suite à une nouvelle loi entrée en vigueur en 2025.

Un deuxième axe porte sur la notoriété en interne – les salariés ne sachant pas forcément ce que fait la Fondation – et en externe, pour faire connaître la Fondation aux clients et au-delà, avec un plan de communication, inauguré avec une conférence de presse en septembre. Le Grand Prix sera de retour en 2026.

Il s'agit ensuite d'engager les salariés en faisant vivre cette communauté autour de la Fondation et en s'inscrivant dans l'offre Mon engagement citoyen de l'entreprise, reposant sur des actions de bénévolat à l'initiative des RH et de la communication interne.

Le dernier axe de l'année à venir est le mécénat collectif, en se rapprochant d'autres acteurs, notamment d'autres fondations d'entreprise ou l'Unicef, pour agir avec plus d'impact, avec dans le même temps une logique partenariale avec Flying Blue pour augmenter le nombre de Miles.

b. Programme et budget 2025

Le nouveau programme compte 34 projets, avec une particularité significative. 28 projets sont des projets en continuité : ils étaient déjà en année 1 ou 2 en 2024, et il s'agissait de les accompagner sur la durée nécessaire. Il n'y a donc pas eu d'appel à projets. Sur ces 28 projets, 26 sont soutenus par des salariés Air France, et 12 sont en co-financement avec d'autres fondations du Cercle des Fondations. Quant aux six nouveaux projets, quatre concernent de nouveaux partenaires, avec une politique de *sourcing* entamée début 2024 qui porte maintenant ses fruits. Il pourrait y avoir cet automne un appel à projets en interne, en vue du programme 2026-2027.

Gaël Amaudry et Olivier Janicaud proposent, vu l'importance que prend désormais la continuité, de donner le total des subventions sur la durée de chaque projet dans le programme.

Ces 34 projets proposés représentent 650 000 €, une enveloppe inhabituellement basse. La Fondation est confrontée à des questions de masse salariale, qui a augmenté, et travaille en interne à la réduire, mais discute aussi avec Air France pour faire augmenter la dotation dans le cadre des nouveaux statuts en janvier 2026. 36 % du budget du programme, avec dix projets, concernent l'Afrique et le Moyen-Orient, traditionnellement le secteur où la Fondation est la plus active. La France et l'Outre-Mer représentent 20 %, pour huit projets. Caraïbes et Océan indien (dont Madagascar) représentent quatre projets (moins que d'ordinaire), l'Asie quatre projets également, et l'Europe un projet. Un accent porte sur l'Amérique avec en plus de l'Amérique latine (six projets) pour la première fois un projet en Amérique du Nord, à New York, en réponse à une demande exprimée par le Conseil en janvier. Ces projets devraient toucher 83 000 bénéficiaires, contre 47 000 sur le programme 2024-2025. Tous les ODD devraient également être concernés.

Le programme s'efforce de proposer une ventilation équilibrée sur le domaine d'engagement, entre éducation (22 projets concernés), insertion (19) et environnement (9), et sur le public visé, avec 26 projets concernant des enfants et des jeunes en difficulté ou précarité, et désormais cinq projets (un chiffre en hausse) sur des enfants en situation de maladie, ainsi que huit projets pour des enfants en situation de handicap. Un autre critère dans le choix des projets est l'auto-suffisance : un projet doit être viable et l'association autonome une fois l'apport de la Fondation terminé. Certains pays comme le Mexique sont absents cette année, en raison de la circulation des projets, mais la Fondation y reste présente au travers des dons de Miles ou d'excédents bagages aux associations.

Afrique et Moyen-Orient : neuf des dix projets sont en continuité. Le projet nouveau est situé au Kenya, avec un nouveau partenaire, Enfants de Mathare, et porte sur la construction d'une école en dur dans un bidonville de Nairobi. Il a été porté par Stéphanie Spelle, directrice commerciale Air France à Nairobi. Ces projets représentent 235 000 € de subvention pour la Fondation. Les enveloppes individuelles peuvent sembler réduites, mais elles sont la norme dans les fondations

d'entreprise, où l'on privilégie des enveloppes autour de 20 ou 30 000 €, voire moins, mais en lien avec d'autres partenaires, plutôt que de se concentrer sur quelques gros projets. Par l'intermédiaire du Cercle des Fondations, animé par Estelle Brice, la Fondation Air France joue désormais un rôle moteur et amène donc d'autres fondations du Cercle à rejoindre des projets : son action dépasse donc la subvention qu'elle apporte directement.

Amérique latine : les cinq projets en continuité portent sur le Brésil et la Colombie (la Fondation reste cependant présente au Mexique), avec des associations toutes bien connues. Le nouveau projet, au Brésil, est en coopération avec le Fonds Métis, une émanation de l'AFD qui développe des programmes d'insertion des jeunes et de leurs communautés par l'art. Ce projet aura valeur de test pour une coopération plus large avec le Fonds, qui sera ici opérateur et maître d'œuvre. Julien Malland y contribuera.

Asie : la Fondation sera présente en Inde (l'entreprise et ses salariés sont fortement impliqués dans le projet avec Chaya France à New Dehli), aux Philippines et au Vietnam. Le projet aux Philippines est nouveau, avec un partenaire existant, Life Project 4 Youth, pour de l'insertion professionnelle de jeunes issus de quartiers difficiles de Manille. Deux des quatre projets sont en cofinancement avec d'autres fondations du Cercle, et il s'agit dans l'ensemble de projets très qualitatifs, avec relativement peu de bénéficiaires, proposant un accompagnement étroit, pour un total de 67 500 € de subvention.

Caraïbes – Océan indien : Les quatre projets sont à Madagascar. La Fondation va prolonger ses efforts pour une école de cuisine, participer à la construction d'un dortoir dans un orphelinat pour que les filles y aient droit aux mêmes conditions que les garçons. Elle va aussi travailler avec un nouveau partenaire, Génération Mada, dans une collaboration qui aura une certaine valeur de test. Génération Mada propose des méthodologies innovantes pour de l'accompagnement scolaire. Les projets, qui concerneront 700 bénéficiaires, représentent 70 000 € de subvention de la Fondation.

France et Outre-Mer : Les huit projets sont en continuité et cinq sont en co-financement dans le cadre du Cercle. Sur cette zone, le réseau de partenaires est dense, et la sélection difficile. Un projet ne donnera pas lieu à une subvention pour 2025-2026, étant déjà couvert par une convention triennale conclue l'an dernier, avec une subvention étalée sur la période. La Fondation essaye d'ailleurs, pour des projets en continuité, de développer les conventions avec les associations dans la mesure de ses capacités financières, ce que font aussi d'autres fondations du Cercle. Il y a 10 000 bénéficiaires, 127 500 € de subventions attribuées.

Europe : La Fondation agit peu en Europe, même si elle était récemment intervenue en Pologne sur un projet de plusieurs années. Le seul projet est actuellement en Hongrie, en continuité (centre d'accueil supplémentaire après un premier rénové en 2024-2025).

Amérique du Nord : La nouveauté 2025 de la Fondation est un projet à New York, sur proposition des équipes d'Éric Caron. Air France compte 400 salariés en Amérique du Nord, très majoritairement sensibles aux aspects de responsabilité sociale, alors que la Fondation n'y était pas encore représentée. L'ONG, Source de Joie, est principalement connue par les cafés Joyeux, avec un personnel en situation de handicap mental, bien implantés dans de grandes métropoles françaises et mondiales. Ce sont les salariés qui ont même suggéré les cafés Joyeux. Il s'agit ici de former un jeune en situation de handicap pour travailler dans le café Joyeux de New York, avec une subvention de 20 000 €, mais cela aura aussi un impact indirect sur l'image de marque d'Air France et la fierté de travailler pour Air France-KLM.

Henri Hourcade demande si des projets sont à nouveau envisagés dans certains pays d'Afrique, comme le Gabon, la Guinée ou le Mali.

Estelle Brice explique qu'il faut, pour un projet, qu'il y ait déjà une ligne Air France opérationnelle. De plus, le programme 2025-2026 a donné la priorité à la continuité opérationnelle, mais certains de ces pays pourraient revenir en 2026-2027 sur de nouveaux projets.

Le programme et le budget de la Fondation sont approuvés à l'unanimité, Julien Mailland ne prenant pas part au vote sur le projet avec le Fonds Métis au Brésil, auquel il sera amené à contribuer.

c. Résultats collecte de fonds et 2nde phase

Comme évoqué en janvier, il y a eu une expérimentation (un POC) sur de la collecte de fonds via une solution digitale en interne et en externe. Il y avait eu un premier benchmark il y a 18 mois, puis un *focus group* en septembre 2024 avec des membres du Club des clients référents d'Air France, qui a montré qu'ils faisaient confiance à Air France et qu'ils étaient bien disposés à passer aussi par cette méthode. Le test a eu lieu en avril et mai avec la plateforme Diff. Le test était fortement imprégné de l'identité Air France et portait sur 100 000 clients (marché France uniquement, avec une segmentation très large de la base, pour ne pas privilégier les donateurs importants) et 10 000 salariés et retraités. Il visait à mesurer l'efficacité de la méthode et à étudier les comportements liés à ce type de dons. Il y a eu un premier mail en avril puis une relance en mai. Ce test a montré plusieurs choses :

- Les dons ont lieu dans les deux ou trois jours qui suivent la réception d'un mail, pas au-delà, efficace sur l'instant T
- Les salariés et retraités ont été réactifs, et sont très attachés à l'entreprise et à la Fondation.
- Les Flying Blue « Gold et Platinum » sont bien les clients les plus enclins à donner.

Le montant de 10 000 € collecté est en fait dans les standards d'une collecte de fonds, surtout que cette expérimentation n'était pas adossée à une campagne de communication. La plateforme digitale a été perçue comme simple d'usage, innovante, moderne et robuste, digne d'une entreprise comme Air France. Elle permet par ailleurs de générer automatiquement des reçus fiscaux. Les dons sont allés directement à une association, parmi six propositions de projets faites par la Fondation. Ce sont les projets portant sur la petite enfance et l'éducation, qui touchent particulièrement la fibre émotionnelle, qui ont reçu l'essentiel des dons. Le projet de proximité en France a également généré des dons.

Les donateurs vont recevoir des nouvelles spécifiques des projets qu'ils ont soutenus par mail, la question du feedback ayant émergé du *focus group*. L'option permettant de faire des dons mensuels réguliers était peu visible et a été peu sollicitée. C'est la formule qu'il s'agirait cependant de rendre plus visible et de développer, même si elle suppose un niveau de confiance encore supérieur à celui permettant un don ponctuel.

Comme ce test a été positif, cette méthode va donc être déployée plus massivement, et en lien avec des campagnes, une ou deux fois par an. Il y aura une campagne en décembre, le « mois de la Générosité », avec une possible deuxième campagne à un autre moment (peut-être autour de Pâques). Cette campagne de décembre aura lieu dès 2025, avec du *push* auprès d'une segmentation de clients et de tous les salariés et retraités. La segmentation (où figurera aussi le marché international), est en cours d'étude avec Air France et Flying Blue, pour éviter que certains clients aient l'impression d'être sollicités trop fréquemment. La plateforme Diff sera accessible en français et en anglais. La campagne proposera à nouveau six projets, ce qui semble le nombre optimal. La solution digitale sera également utilisable en cas de crise humanitaire pour des campagnes de collecte à partir de la fin août. Le critère d'une ligne Air France opérationnelle vers le pays n'a pas toujours cours en cas de crise humanitaire, et l'on retient surtout l'importance des liens avec la France, comme pour Mayotte en 2024.

Éric Caron relève qu'Air France participe aux États-Unis à plusieurs dîners de gala pour de la levée de fonds, une tradition américaine au cours du mois de novembre. La Fondation pourrait être mise en avant au cours de certains dîners. Sandra Moore-Rieutord ajoute que novembre est de plus la période où les salariés d'Air France touchent leur prime de fin d'année, et est un moment particulièrement propice aux dons.

La plateforme Diff de la Fondation sera officiellement ouverte à l'occasion de la conférence de presse du 8 septembre et sera mise en avant dans le plan média, interne et externe, qui va suivre en multicanal. En décembre, la nouvelle vidéo de la Fondation, avec Thomas Pesquet, que les clients pourront aussi voir dans les salons dès la rentrée, sera jouée à l'ouverture des écrans dans les avions, immédiatement après la vidéo de sécurité.

Les six projets retenus pour la campagne de décembre comportent notamment un avion hôpital déployé par Aviation sans frontière à Madagascar, qui proposera des soins avancés dans des régions sinon inaccessibles. La présence d'une association française connue comme ASF apportera

par ailleurs un surcroît de crédibilité à la campagne. Il y a deux projets en France, un projet avec Chaya en Inde, un succès lors de l'expérimentation au printemps, un autre avec ARCA au Brésil, avec un *storytelling* revu de zéro depuis l'expérimentation, où il avait peu attiré l'attention, et enfin un projet au Sénégal. Un ou deux partenaires d'urgence, dans une liste en cours de finalisation, se rajouteront dans l'hypothèse d'une crise humanitaire pendant la campagne.

Le budget pour la solution digitale s'élève à 36 500 € par an, pour une ou deux campagnes. Suivant le nombre de campagnes et leur succès, les dons peuvent aller de 50 à 200 000 € par an, des hypothèses prudentes faites en dehors d'éventuelles campagnes d'urgence en cas de crise humanitaire. Un aspect mis en avant est que chaque euro donné va directement à un projet, sans commissionnement ou passage par la Fondation, avec reçu fiscal généré automatiquement.

La Fondation avait abondé à hauteur des dons au cours de l'expérimentation d'avril-mai. L'excédent constaté en 2024 dans ses comptes lui permettra certainement de procéder à un autre abondement pendant une certaine durée à l'occasion d'une campagne, stimulant ainsi les dons. Lors de ce déploiement, on pourra en savoir plus sur le comportement des donateurs en matière de prélèvement mensuel, comme la durée pendant laquelle ils le conservent.

Les projets qui ne sont pas de retour lors d'une nouvelle campagne n'apparaîtront plus dans l'interface de la plateforme, mais la mensualisation se poursuivra et les donateurs continueront à recevoir des actualités les concernant.

Le programme de la seconde phase de la collecte de fonds via Diff est approuvé à l'unanimité.

d. Jalons

- L'événement en interne tenu le 18 juin a rassemblé 900 personnes, 300 en présentiel, au Siège et 600 à l'international en visioconférence, un résultat qui a dépassé les prévisions.
- La conférence de presse du 8 septembre ciblera la notoriété en externe, probablement au Palais de Tokyo, mis gratuitement à disposition. Un objectif serait de toucher des publications généralistes et grand public.
- La nouvelle vidéo de la Fondation, avec Thomas Pesquet, sera présentée au cours de cette conférence de presse et mise en ligne aussitôt. Le site de la Fondation sera rénové à cette occasion.
- Un atelier clients avec le *focus group* aura lieu dans la deuxième quinzaine de septembre, pour faire un bilan de leurs retours de 2024.
- Campagne de collecte de fonds et de don de Miles (comme certains vont sinon arriver à expiration) en décembre. Le plan devra être cohérent, sans être lourd, face à des clients qui ne doivent pas être trop sollicités.
- Séance probable du Conseil en janvier ou février, pour préparer les orientations 2026-2027.
- Grande collecte pour le Sénégal sur trois semaines en janvier, contre quatre en 2025, suite à des contraintes logistiques chez Air France Cargo. La Fondation ADP poursuit son partenariat, et il y aura une nouvelle contribution, de Sodexi, un sous-traitant d'Air France Cargo, qui pourra s'occuper de la *supply chain* terrestre.
- Nouvel événement en interne en avril-mai, sur un format allégé par rapport à celui du 18 juin, peut-être un forum itinérant. Cet événement pourrait devenir une tradition annuelle.
- Possible deuxième collecte de fonds, au printemps.
- Mission au Sénégal en mai.
- Grand Prix 2026 envisagé à l'automne.

Éric Caron propose que le site internet de la Fondation propose des langues comme l'espagnol ou le portugais en plus du français et de l'anglais, pour permettre aux délégations d'Amérique latine de mieux relayer son contenu auprès des équipes locales.

Diffusion de la vidéo de la nouvelle signature de la Fondation, sous embargo jusqu'au 8 septembre.

La vidéo sera complétée par trois autres, d'environ 40 secondes chacune, portant sur un projet spécifique, et destinées en particulier à une diffusion sur les réseaux sociaux.

Les points de l'ordre du jour étant épuisés, la réunion est levée à 11 h 56.

Anne Rigail

A stylized handwritten signature, possibly reading 'AR', consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.